

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 17 MARS 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 25/144</b>  <b>PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 70 000 € A L'ASSOCIATION L'ÎLOT POUR L'ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENT :**

Mme Nathalie BICAIS.

## DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/144

**BUREAU DU 17 MARS 2025**

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE  
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 70 000 € A  
L'ASSOCIATION L'ÎLOT POUR L'ANNEE 2025 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 relative à la signature de la convention avec l'État pour le Plan Logement d'Abord 2,

**VU** la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

**VU** la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

**VU** la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement D'Abord 2 Métropolitain,

**VU** l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement D'Abord » et de ses actions,

**CONSIDERANT** que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

**CONSIDERANT** que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, l'association L'ILOT déploie l'action « Accompagnement global des jeunes sortant d'institutions : de détention ou sous suivi judiciaire, de l'Aide Sociale à l'Enfance » qui consiste à proposer un accompagnement global vers l'accès au logement et à une (ré)insertion professionnelle durable pour des jeunes de 18 à moins de 30 ans sortant d'institutions, sans logement, sans ressources ou avec peu de ressources et en projet d'insertion,

**CONSIDERANT** qu'il est proposé de soutenir cette action et de régler les modalités de ces partenariats par voie contractuelle,

Et après en avoir délibéré,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ATTRIBUER** à l'association L'ILOT une subvention de soixante-dix mille euros (70 000 €) au titre de l'année 2025.

## ARTICLE 2

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association L'ILOT.

## ARTICLE 3

**D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

## ARTICLE 4

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**Convention annuelle d'objectifs 2025**  
**entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association L'Îlot**  
**dans le cadre du plan Logement d'Abord 2,**  
**action : « Accompagnement global des jeunes de 18 ans à moins de 30 ans**  
**sortant d'institutions (de détention ou sous suivi judiciaire, de l'ASE) »**

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°            en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Maison d'Accueil **L'Îlot** , dite association L'Îlot, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 153 avenue Jean Lolive 93500 Pantin, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, Monsieur Pierre-Jean PETIT, Directeur général habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ici il conviendra d'expliciter les raisons pour lesquelles une subvention est accordée à ladite association.  
*Préciser son projet, préciser la compétence métropolitaine dans laquelle s'inscrit la convention et préciser enfin que le projet de l'association participe de cette compétence.*

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 \_2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal<sup>1</sup> et DDETS du var). Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- ➡ Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité

<sup>1</sup> Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement



- ➡ Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- ➡ Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, signée avec l'association L'Îlot, s'inscrit dans l'axe 3: *Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé*.

L'action s'intitule : *Accompagnement global des personnes sortant d'institutions : de détention ou sous suivi judiciaire, de l'ASE (18 à -30 ans) / (FA 22)*. Elle vise le public spécifique des jeunes, âgés de 18 à 30 ans, sortant d'institutions (détention ; PJJ ; ASE). Ces jeunes sont reconnus faisant partie des publics prioritaires dans la politique publique « Le Logement d'Abord ».

## Présentation de l'association L'Îlot et de son objet en relation avec le plan LDA

L'association L'Îlot a été créée en 1969 pour l'hébergement des hommes sortants de détention. Depuis plus de 50 ans désormais, l'association a toujours choisi de porter une attention toute particulière à ces personnes, dont l'accompagnement a été au cœur de son projet associatif mais également le moteur pour imaginer des dispositifs novateurs de réinsertion.

L'accompagnement, **à la fois global et personnalisé est reconnu par nos partenaires institutionnels comme associatifs**. Global, car il vise à restaurer les 4 piliers indispensables à une réinsertion réussie : **le logement, l'emploi, la santé et les liens sociaux, familiaux**. Personnalisé car il **s'adapte à la singularité de chacun** et travaille avec la personne accompagnée à surmonter ce qui fait obstacle à sa réinsertion.

Dans le Var, L'Îlot déploie depuis 2019 un **programme spécifique** en faveur de ce public, grâce à un maillage territorial et de nombreux partenaires institutionnels et associatifs (l'Avastofa, les accueils de jour Les Amis de Jéricho et le Relais de l'Avaf, l'AVEF, etc.). Le parcours d'accompagnement est à la fois individuel avec une Conseillère en Insertion Professionnelle et collectif, notamment par le biais d'ateliers sur l'estime de soi avec l'association Vivre en Familles ; et de sorties : forums pour l'emploi, théâtre et

visites culturelles, parcours sportifs...Ce programme a bénéficié du soutien du Fonds Social Européen de 2019 à 2021, puis a été reconduit dans le cadre du FSE+ de 2022 à 2024.

### **Origine du projet porté au sein du plan LDA2 métropolitain**

Le projet est né d'un constat posé par l'association l'Îlot à la suite de plusieurs années d'accompagnement vers l'emploi des jeunes de moins de 30 ans : l'accès difficile à un logement pour les jeunes est un frein majeur à leur réinsertion sociale et professionnelle. Cette difficulté est d'autant plus accrue pour le public des sortants de prison et rend encore plus difficile leur réinsertion dans la société.

L'action répond aux besoins des jeunes identifiés dans différents diagnostics :

- Par l'étude réalisée par l'URHAJ (Plan LDA 1) Par l'Etat (DDETS) dans l'étude sur l'errance des jeunes dans le Var (2023-2024)
- Par l'Observatoire des jeunes du Var

Elle répond également aux préconisations :

- Des acteurs du territoire réunis en groupes de travail sur le Parcours Logement Insertion Jeune, dit PLIJ (Action 15 du Plan LDA 1)
- Des jeunes dans leurs travaux sur l'accès au logement et à l'insertion réalisés avec l'Ansa (Plan LDA 1- Action 16 - Participation citoyenne des jeunes).
- Des acteurs du territoire, institutionnels (DDETS, CD83, MTPM), associatifs et secteur privé du logement, de l'hébergement, de l'insertion, de la santé lors de l'ATELIER PLAN LDA 2 métropolitain (mai 2024).

*L'action s'adresse aux publics jeunes, de 18 à - 30 ans, sans logement, sans ressources ou avec peu de ressources, en projet d'insertion, ayant pas ou peu d'étayage, sortant de détention ou de mesure de justice.*

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

*Si l'association bénéficie d'un agrément indispensable à la réalisation de l'action subventionnée, il conviendra de rajouter :* L'agrément IML de l'Association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention. Il a été délivré en août 2024 par les services de l'Etat : la DDETS du Var.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association L'Îlot s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté dans la Fiche Action (FA) annexée.

Le contenu des actions d'accompagnement social, d'insertion et en santé est déterminé en fonction des besoins des bénéficiaires, dans le but de favoriser, soit l'accès à un logement décent et autonome (ou en voie d'autonomie), soit le maintien dans le logement.

Ainsi, l'association propose de réaliser sur le territoire MTPM, en commençant par le secteur de La Seyne et Toulon Ouest, un accompagnement global : logement – insertion/emploi- santé. L'association travaille à la levée des freins à l'insertion durable de chaque jeune. Pour ce faire, l'association s'appuie sur ses missions, ses savoir-faire, ses outils spécifiques, sur son propre réseau de partenaires ainsi que sur les partenaires de la Métropole (voir annexe FA).

De par la nature de son action et du public visé, **l'association est labellisée « *Parcours Logement Insertion Jeune* » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans**. Elle travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, aux parcours PLIJ pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans (voire jusqu'à – 30 ans). Elle peut faire bénéficier les jeunes qu'elle accompagne des actions renforcées PLIJ du Plan LDA 2 telles que : le mentorat LDA et les ateliers collectifs spécifiques « *Accélérateurs de l'Autonomie des Jeunes* » (AAJ), suivant les modalités d'orientations de chacune des mesures.

#### Objectifs de l'action :

1. Mettre le jeune en sécurité dans un logement autonome en diffus : donner un cadre sécurisant et du temps au jeune pour construire son projet d'insertion.
2. Assurer l'accompagnement à la connaissance et soutien dans les démarches variées du secteur du logement et accès au logement pérenne (possibilités et démarches administratives, apprentissage de la gestion budgétaire et de l'entretien d'un logement).
3. Assurer l'accompagnement renforcé du jeune dans sa démarche d'insertion professionnelle.
4. Assurer l'accompagnement à la levée des freins à l'insertion notamment ceux liés à la santé et la santé mentale.

Le public visé : les jeunes de 18-29 ans inclus, sortants de prison ou d'institution : Aide Sociale à l'Enfance, Protection Judiciaire de la Jeunesse...

Le volume d'accompagnement : 6 à 7 jeunes sur une durée d'environ 12 mois

Cet accompagnement global pluridisciplinaire est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme dans le domaine social ou médico-social, <sup>et/ou</sup> des professionnels de l'insertion professionnelle. Ces derniers sont tenus au secret professionnel : « *secret partagé* » dans le cadre de l'accompagnement global pluriprofessionnel et partenarial.

#### Cadrage et conventionnements de l'action :

L'accompagnement du jeune est contractualisé entre le jeune et l'association sur deux volets :

1. un contrat d'engagement sur le volet de l'accompagnement global
2. un contrat de sous location pour la partie logement

Il ne peut y avoir de contrat de sous location sans contrat d'engagement.



Les partenariats entre l'association et les bailleurs publics et privés pour la location (IML) <sup>et/ou</sup> la location en bail glissant sont contractualisés directement entre l'association et chaque bailleur suivant le label obtenu par l'association auprès de la DDETS 83.

En ce qui concerne les jeunes de 18 à 25 ans, sans ressource au démarrage du projet, ou nécessaires en cours d'accompagnement : l'association fera des demandes auprès du Fonds d'Aide aux Jeunes métropolitain (FAJ), nominativement pour chaque jeune afin de couvrir les différents besoins, conformément au Règlement Intérieur du FAJ (consultable et mobilisable sur le site internet de la Métropole).

**L'association mobilise ses professionnels pour participer aux formations et séminaires évoquant les notions de « Logement d'Abord » et participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.**

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

## ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association L'Îlot à hauteur de 70 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal/imputation budgétaire : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

## ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 70 000€ euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 35 000 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 35 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président *(pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs :

**Indicateurs quantitatifs :** *(par tranches d'âges 18 à 25 ans et 26 à 30 ans).*

- Le nombre de positionnement
- La typologie des prescripteurs
- Le nombre de jeunes accompagnés
- Les motifs de sortie d'accompagnement
- Le profil du public reçu (tranche d'âge, niveau de formation, typologie de ressources à l'entrée, à la sortie etc.)
- La durée de chaque accompagnement

**Indicateurs qualitatifs :**

- CR de réalisation de l'action
- Transmission des dossiers participants sur demande
- Typologie des freins identifiés
- Mise en place de COPIL et COTECH

L'organisation des Comités de pilotage (COPIL) et des Comités Techniques (COTECH) nous permettent de rendre compte de la qualité de nos actions. Ces instances représentent un lieu d'échanges au cours desquelles nos partenaires et la direction de l'Îlot peuvent discuter de la qualité et des points d'amélioration de nos différentes actions. La fréquence de ces temps de pilotage sera adaptée en fonction du souhait des partenaires et des nécessités du suivi.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'Îlot.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.



## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.



#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en double exemplaires, à Toulon, le .....

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Directeur de l'association L'Îlot,

Pierre-Jean PETIT

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

Projet : Accompagnement global des personnes sortant d'institutions : ASE, de prison, ou sous suivi judiciaire (18 à -30 ans) / FA 22. du plan LDA 2

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
93176€	70000€	70000€

### a) Objectif(s) :

Objectif 1 : Mettre le jeune en sécurité dans un logement autonome en diffus : donner un cadre sécurisant et du temps au jeune pour construire son projet d'insertion.

Objectif 2. Assurer l'accompagnement à la connaissance du secteur et aux démarches variées du logement et accès au logement pérenne (possibilités et démarches administratives, apprentissage de la gestion budgétaire et de l'entretien d'un logement).

Objectif 3. Assurer l'accompagnement renforcé du jeune dans sa démarche d'insertion professionnelle.

Objectif 4. Assurer l'accompagnement à la levée des freins à l'insertion notamment ceux liés à la santé et la santé mentale (phase de rétablissement en santé).

Description de l'action : Mise en logement du jeune pour sécuriser sa situation et lui permettre de se concentrer sur sa recherche d'un logement pérenne et d'une insertion professionnelle durable (formation en alternance, premier emploi) :

- Accompagnement renforcé du jeune dans sa recherche de logement.
- Accompagnement renforcé du jeune dans sa démarche d'insertion professionnelle.
- Accompagnement à la levée des freins en santé.

### b) Indicateurs :

**Indicateurs quantitatifs** : (par tranches d'âges 18 à 25 ans et 26 à 30 ans).

- Le nombre de positionnement
- La typologie des prescripteurs
- Le nombre de jeunes accompagnés
- Les motifs de sortie d'accompagnement

- Le profil du public reçu (tranche d'âge, niveau de formation, typologie de ressources à l'entrée, à la sortie etc.)
- La durée de chaque accompagnement

#### Indicateurs qualitatifs :

- ➡ CR de réalisation de l'action
- ➡ Transmission des dossiers participants sur demande
- ➡ Typologie des freins identifiés
- ➡ Mise en place de COPIL et COTECH

L'organisation des Comités de pilotage (COPIL) et des Comités Techniques (COTECH) nous permettent de rendre compte de la qualité de nos actions. Ces instances représentent un lieu d'échanges au cours desquelles nos partenaires et la direction de l'Îlot peuvent discuter de la qualité et des points d'amélioration de nos différentes actions. La fréquence de ces temps de pilotage sera adaptée en fonction du souhait des partenaires et des nécessités du suivi.

#### c) Public(s) visé(s) :

*Publics fragiles identifiés :*

- *Personnes sortant d'institutions dont sortant de prison (SPIP et SAS de La Farlède), sortant de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).*
- *Jeunes en difficulté d'accès au logement et à l'insertion professionnelle*
- *Jeunes sans domicile fixe*

#### d) Localisation : quartier, commune(s), territoire métropolitain.

Sur le territoire MTPM, en commençant par le secteur de La Seyne et Toulon Ouest

#### e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

Chaque jeune est accompagné par un **référént unique de parcours**, chargé de piloter l'accompagnement du jeune sur les trois volets : logement, emploi et santé. Il orientera le jeune et fera le lien entre les intervenants chargés, chacun dans leur domaine, d'accompagner le jeune dans ses démarches de réinsertion. Le référent de parcours sera tout particulièrement en lien avec le Conseiller pénitentiaire lorsque le jeune a des obligations judiciaires et le bailleur chez qui le jeune est hébergé.

- 1) Première rencontre de présentation entre le jeune, le référent de parcours en présence de la structure à l'origine de l'orientation du jeune
- 2) **Un premier entretien diagnostic** permettra de créer le lien entre le jeune et son référent de parcours et de poser un cadre de travail sécurisant pour susciter l'adhésion de la personne avec comme finalité de raccrocher la personne à la société.
- 3) Entretiens individuels entre le jeune et le référent de parcours pour travailler **le plan d'action** sur le volet du logement, de l'emploi et de la Santé :
  - pour définir un projet professionnel réaliste : remobilisation, évaluation des savoirs de base, remise à niveau, mieux se connaître (attentes, valeurs, points forts) pour définir un projet professionnel validé par des enquêtes métiers, aide à la rédaction des cv et lettres de motivation, préparation des entretiens, construction d'un plan de retour à l'emploi

- pour mettre en place les démarches liées à la recherche d'un logement autonome : le savoir habiter, le budget, la mobilité
  - pour lever les problématiques de santé fragilisant l'insertion sociale et professionnelle : accompagnement par le référent de parcours dans les démarches et déplacement physique vers le partenaire adapté à la problématique.
- 4) des ateliers collectifs notamment sur **l'estime de soi** : mieux se connaître mieux se comprendre pour ensuite mieux s'insérer dans la société dans un logement autonome avec un projet professionnel réaliste et durable qui tient compte des spécificités du territoire.

L'association utilisera ses outils d'accompagnement et pourra s'appuyer sur ceux de ses partenaires de façon à s'adapter aux besoins du jeune. Cet accompagnement est fait sur mesure selon les besoins de chaque jeune.

Le jeune s'engage par une attitude constructive à effectuer les démarches définies avec son référent de parcours ayant pour objectif la sortie en logement autonome avec un emploi ou une formation.

- Signature entre le jeune et l'association d'un contrat de sous location
- Signature entre le jeune et l'association d'un contrat d'engagement formalisant l'engagement du jeune à suivre l'accompagnement global mis en place par l'îlot.
- Le renouvellement du contrat de sous location sera conditionné à la bonne réalisation de l'accompagnement

#### **Actions d'accompagnement sur le logement et l'insertion complémentaires :**

Dans le cadre du PLIJ de MTPM, possibilité d'inscrire des jeunes aux Focus Group : logement, insertion professionnelle et gestion de sa santé et ainsi qu'à du mentorat (le mentor sera une personne en activité professionnelle, sourcée par un partenaire spécialisé en mentorat, FACE VAR).

#### **Actions d'accompagnement sur le logement, complémentaires :**

Erilia précise qu'il pourra faire bénéficier les jeunes de ses propres partenariats pour l'apprentissage des bons gestes et du bon usage du logement (FACE Var, Unicité, Civigaz).

## ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

<i>CHARGES</i>	<u>Montant</u>	<i>PRODUITS</i>	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	12 384	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	23 176
Prestations de services	12 384		
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>	29 800	-	
Locations	28 800	-	
Entretien et réparation	1 000	Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	250	Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	<b>250</b>	- MTPM	70 000
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>3 229</b>	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	<b>3 229</b>	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>	45 763	L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels	31 700	Autres établissements publics	



Charges sociales	11 928		
Autres charges de personnel	2 135	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	750	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
<b>66- Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77- produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	1 000	<b>76 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES</b>		<b>RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES</b>	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	93 176	TOTAL DES PRODUITS	93 176
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	93 176	<b>TOTAL</b>	93 176
<p><b>La subvention de 70 000.....€ représente .....75.....% du total des produits :</b></p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

